



L'Asie centrale, une région sous influences

Julien Thorez

► To cite this version:

Julien Thorez. L'Asie centrale, une région sous influences. Jean-Luc Racine. Asie – mondes émergents, La documentation française, pp. 107 - 122, 2015. halshs-01238874

HAL Id: halshs-01238874

<https://shs.hal.science/halshs-01238874>

Submitted on 7 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Asie centrale, une région sous influences

Julien Thorez

Géographe

Chargé de recherche au CNRS

UMR 7528 Mondes iranien et indien

julien.thorez@cnrs.fr

L'Asie centrale occupe une place particulière dans les équilibres géopolitiques asiatiques, à la croisée des mondes turc, iranien, russe, chinois et indien. Enclavés au cœur du continent, les pays centre-asiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) sont soumis à l'influence directe de leurs voisins orientaux, méridionaux et septentrionaux. D'autant que les puissances mondiales (États-Unis, Chine, Russie, etc.) et les puissances régionales (Turquie, Iran, etc.) sont désormais impliquées dans ce champ géopolitique, où elles développent des stratégies fréquemment concurrentes. De ce fait, la diversification des acteurs géopolitiques et géo-économiques, fait majeur de la transformation post-soviétique, est souvent présentée comme un « nouveau Grand Jeu », en écho à la lutte d'influence ayant opposé l'Empire tsariste et l'Empire britannique pour la domination de l'Asie intérieure à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle¹.

La situation géopolitique actuelle diffère pourtant radicalement de celle qui prévalait quand Mackinder développa la théorie – très controversée – du *Heartland*, qui associait au contrôle de l'Asie intérieure la domination de l'Ancien Monde². Les rivalités géopolitiques contemporaines, qui opposent désormais des acteurs nombreux et animés par des ambitions très variées (États, organisations supra-étatiques, entreprises, etc.), ne s'inscrivent pas dans une approche coloniale visant à établir une domination exclusive sur une région³. De surcroît, l'idée du « Grand Jeu » tend à négliger le fait que les pays centre-asiatiques sont, depuis leur indépendance, des acteurs, et non des agents passifs, de leur insertion dans la mondialisation, ce dont témoigne la diversité de leurs trajectoires contemporaines⁴. Le Turkménistan a vu reconnaître son statut de pays neutre ; l'Ouzbékistan, pays le plus peuplé, avec environ 30 millions d'habitants, privilégie les relations bilatérales ; le Kazakhstan développe une politique multivectorielle et soutient les processus d'intégration régionale. Dans le domaine

¹ Lutz Kleveman, 2003, *The New Great Game: Blood and Oil in Central Asia*, New York, Atlantic Monthly Press, 287 p. Georgiy Voloshin, 2012, *Le nouveau grand jeu en Asie centrale – enjeux et stratégies géopolitiques*, Paris, L'Harmattan, 2007, 212 p.

² Yves Lacoste, 2012, « Le 'pivot géographique de l'histoire' : une lecture critique », *Hérodote*, n° 146-147, p. 139-158.

³ Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, 2010, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation. Une approche géoéconomique*, Paris, Armand Colin, 2010, 234 p.

⁴ Alexander Cooley, 2012, *Great Games, Local Rules: the New Great Power Contest in Central Asia*, Oxford, Oxford University Press, 252 p.

économique, l'Ouzbékistan a adopté un modèle de développement autocentré tandis que le Kirghizstan et le Tadjikistan sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et que le Kazakhstan, première puissance économique régionale, favorise les investissements étrangers pour développer la production d'hydrocarbures et de minerais – il est ainsi devenu le premier producteur mondial d'uranium.

Il n'en demeure pas moins que les pays d'Asie centrale doivent composer avec un environnement régional qui connaît une période de profonds changements. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) a décidé de mettre fin à l'intervention militaire débutée en 2001 en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme islamiste⁵ ; la Chine voit son influence s'accroître économiquement et stratégiquement, à travers des partenariats bilatéraux et régionaux que symbolise le rôle acquis par l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ; la Russie, impliquée dans le conflit ukrainien, souhaite développer les mécanismes d'intégration à l'échelle eurasiatique pour renforcer son positionnement régional et international et contribuer à l'émergence d'un monde multipolaire.

1. L'Asie centrale face au nouvel Afghanistan

Les pays d'Asie centrale ne sont pas intervenus militairement aux côtés des Occidentaux en Afghanistan. Mais la guerre entamée après les attentats perpétrés à New York, le 11 septembre 2001, par une coalition dirigée par l'Otan a fortement modifié les équilibres géopolitiques régionaux, en raison du renversement du pouvoir taliban et de la présence inédite de troupes occidentales en Asie centrale⁶.

1.1. Des troupes occidentales sur le départ : un tournant géopolitique

Près de quinze ans après le début de l'opération Enduring Freedom [Liberté immuable] déclenchée par les États-Unis, le tournant stratégique opéré par l'Otan en Afghanistan a des effets directs et indirects tout à fait importants en Asie centrale, notamment dans les pays possédant une frontière commune avec ce pays soumis à des opérations militaires depuis 1979. Plusieurs États, dont l'Ouzbékistan, ont exprimé leurs craintes de voir la situation générale se dégrader à la suite du retrait des troupes occidentales, tout en faisant un bilan critique de l'intervention de l'Otan. Réactivant une rhétorique ancienne faisant des États centre-asiatiques, laïques, des remparts face au fondamentalisme islamiste, les autorités s'inquiètent de devoir faire face à une déstabilisation de la région provoquée par des groupes islamistes armés. Or, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), créé à la fin des années 1990 par Juma Namangani et Tahir Yuldash, a intensifié son activité depuis le début des années 2010 dans le nord de l'Afghanistan, malgré l'élimination de ses fondateurs par les forces de la coalition internationale et l'attractivité récente du terrain syro-irakien pour les combattants islamistes. Devant cette situation, les pays centre-asiatiques, notamment le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ont décidé d'accroître leur collaboration dans le domaine de la sécurité régionale. Le Tadjikistan et le Turkménistan ont quant à eux entrepris en 2014 de renforcer leurs dispositifs de surveillance et de contrôle de leur frontière méridionale, alors

⁵ Il est prévu qu'environ 12 500 soldats de la coalition internationale demeurent en Afghanistan pour assurer une mission de soutien aux forces de sécurité afghanes, alors qu'ils étaient près de 130 000 en 2011.

⁶ Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, 2003, *Géopolitique de l'Asie centrale*, Paris, PUF, 586 p.

même que des opérations « terroristes » ont récemment été conduites par des groupes armés contre des postes-frontières situés du côté afghan⁷.

Pour les États d'Asie centrale, la réorganisation du dispositif de la coalition internationale a d'autres conséquences très directes, puisque la région a joué un rôle de support logistique et opérationnel essentiel depuis le début de l'intervention de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias). Le mouvement de repli des pays occidentaux s'est pratiquement traduit par le départ de la région des principaux contingents stationnés en Asie centrale depuis 2001. En octobre 2014, les troupes françaises ont mis fin à treize années de présence au Tadjikistan, d'où elles assuraient des opérations de ravitaillement ainsi que, à certaines périodes, des opérations de combat depuis l'aéroport de Douchanbe. Mais surtout, fin juin 2014, les États-Unis ont quitté l'aéroport de Bichkek-Manas, au Kirghizstan, où ils étaient présents depuis décembre 2001. Cette base aérienne, qui a également été utilisée par des troupes australiennes, danoises, espagnoles, françaises, italiennes, néerlandaises, néo-zélandaises, norvégiennes et sud-coréennes, a joué un grand rôle dans le déroulement de la guerre, en étant l'un des principaux aéroports de la Fias malgré son relatif éloignement du terrain afghan. Les États-Unis y déployaient environ 1 650 soldats. De son côté, l'Allemagne a négocié avec l'Ouzbékistan la possibilité de prolonger son utilisation de l'aéroport de Termez, à la frontière avec l'Afghanistan, alors même que le pays accueille depuis le printemps 2014, à Tachkent, une représentation de l'Otan préalablement implantée à Astana, au Kazakhstan.

La présence des troupes occidentales en Asie centrale s'inscrivait dans une logique militaire directement liée à la conduite des opérations engagées en Afghanistan contre les forces talibanes et islamistes. Mais elle revêtait également une dimension géopolitique fondamentale dans une région constituée de républiques issues de l'URSS. L'ouverture des bases militaires, réalisée avec le consentement de la Russie dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, concrétisait un engagement inédit des puissances occidentales dans la région, tout en témoignant de l'ampleur des évolutions géopolitiques survenues au cours de la transformation post-soviétique. Toutefois, l'unanimité de la communauté internationale (puissances mondiales, régionales, États centre-asiatiques) s'estompa assez rapidement. En 2005, les États-Unis furent contraints de quitter la base de Karchi-Khanabad en Ouzbékistan après avoir dénoncé la répression de la révolte d'Andijan, ville du Ferghana, par les autorités de Tachkent. Plus largement, le départ des troupes de l'Otan fut à partir de ce moment ouvertement souhaité par les principaux membres de l'OCS, la Chine et la Russie. Dans ce contexte, en 2009, le Kirghizstan annonça sa volonté de fermer la base aérienne de Manas, avant que des négociations n'aboutissent à un accord prolongeant la présence des troupes états-uniennes, moyennant une augmentation sensible des sommes versées au Kirghizstan (loyers, etc.). Dès lors, les États-Unis dépensèrent au Kirghizstan entre 100 et 150 millions de dollars par an pour l'exploitation du « centre de transit », dont 60 millions directement payés à l'État kirghizstanais. Cinq ans plus tard, le départ de l'armée des États-Unis mit fin à la coexistence sur un même territoire d'une base aérienne états-unienne et d'une base aérienne russe (à Kant), situation unique dans le monde. De même que leur projection en 2001, ce repli des forces militaires occidentales marque l'avènement d'une nouvelle séquence géopolitique, tant il entraîne une redéfinition de l'influence nord-américaine et européenne et donc de l'équilibre des puissances engagées en Asie centrale.

⁷ Plusieurs travailleurs du poste-frontière de Sher Khan Bandar, qui fut ouvert en 2007 à la frontière avec le Tadjikistan avec le soutien financier des États-Unis, ont ainsi été pris en otages à la fin du mois de novembre par un groupe se réclamant du mouvement taliban.

1.2. L'Afghanistan, une ouverture entre craintes et opportunités

Si la question afghane est une préoccupation commune à l'ensemble des pays centro-asiatiques, ces derniers entretiennent des relations différenciées avec leur voisin méridional. Leur approche est conditionnée par leur situation géographique, démographique, économique ainsi que par l'orientation de leur politique extérieure. Le Turkménistan, qui avait maintenu des relations économiques avec l'Émirat islamique d'Afghanistan⁸, l'Ouzbékistan et, surtout, le Tadjikistan apparaissent les premiers intéressés par l'évolution de la situation en Afghanistan avec lequel ils partagent respectivement 744 km, 137 km et 1 206 km de frontières. D'une part, on compte environ 0,5 à 1 million de Turkmènes, 2 à 3 millions d'Ouzbeks et 8 millions de Tadjiks parmi les citoyens afghans. D'autre part, ces États considèrent l'Afghanistan comme un marché prometteur, notamment dans le domaine de l'énergie, et comme un pays clé dans leur stratégie de désenclavement vers le Sud.

Depuis 2009, l'Ouzbékistan exporte ainsi de l'électricité pour alimenter Kaboul, grâce à la construction d'une nouvelle ligne à haute tension reliant Termez à la capitale afghane. Au Tadjikistan, l'édification du barrage de Rogun, projet soviétique actuellement relancé malgré l'opposition de l'Ouzbékistan qui craint de subir un déficit en eau, répond également à l'ambition d'exporter de l'énergie vers l'Afghanistan et le Pakistan. La construction de nouvelles lignes à haute tension entre le Tadjikistan et l'Afghanistan et entre l'Afghanistan et le Pakistan fait l'objet d'un projet international – Central Asia-South Asia (Casa) 1000 – qui est soutenu par les États-Unis avec pour perspective de renforcer les liens entre l'Asie centrale et l'Asie méridionale au détriment des formats d'intégration eurasiatiques, conformément à leur doctrine de *Great Central Asia*. Engagé dans une politique de diversification de ses exportations, le Turkménistan souhaite, de son côté, que la situation politique afghane permette la réalisation du gazoduc Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-India (Tapi) via Hérat et Kandahar, qui est en projet depuis le milieu des années 1990.

L'essor de la voie méridionale de désenclavement repose également sur la modernisation et l'édification de nouvelles infrastructures routières et ferroviaires. Alors que la Chine et l'Iran soutiennent la construction d'une voie ferrée les reliant *via* le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Afghanistan, une voie ferrée, longue de 75 km, financée par la Banque asiatique de développement, a été officiellement inaugurée en 2012 entre Termez et Mazar-i-Charif. Des projets prévoient d'étendre cette voie ferrée vers l'Ouest et vers l'Est, de façon à développer le réseau national afghan mais également, à plus long terme, à offrir une connexion entre l'Asie centrale et l'Asie méridionale.

Le développement des échanges sur la frontière méridionale de l'Asie centrale survenu au cours des années 2000 contribue à modifier le statut des espaces frontaliers. L'ouverture de la frontière (malgré l'existence d'un régime de visa), la construction de ponts et de postes-frontières ou l'établissement de marchés frontaliers favorisent les relations entre l'Afghanistan et l'Asie centrale, en particulier entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Toutefois, cette dynamique régionale reste soumise à la situation politique, de sorte que les espaces frontaliers ne sont pas encore de véritables régions frontalières. De surcroît, l'un des principaux flux traversant la frontière s'inscrit dans une géographie illégale à défaut d'être clandestine : l'Asie centrale est en effet une des principales voies d'exportation des narcotiques d'Afghanistan, où la production d'héroïne n'a cessé de croître depuis le début de

⁸ Au nom de sa neutralité, le Turkménistan dirigé par Saparmourad Niazov a conservé des relations économiques avec l'Afghanistan pendant que les talibans détenaient le pouvoir à Kaboul, exportant du gaz, de l'électricité, etc.

l'intervention occidentale – en 2014, 224 000 hectares ont été dédiés à la culture du pavot, ce qui représente un triplement des surfaces cultivées depuis 2002⁹.

2. La Chine, nouvelle puissance dominante ?

Si le départ d'Afghanistan des militaires occidentaux questionne la nature de l'engagement à moyen terme des puissances euro-atlantistes dans la région, la Chine voit son rôle se renforcer significativement en Asie centrale, du point de vue économique, politique et stratégique.

2.1. Une convergence géopolitique revendiquée

Au cours des dernières décennies, la Chine est devenue un acteur incontournable en Asie centrale, malgré les réserves initiales des pays centre-asiatiques à l'endroit de leur voisin oriental¹⁰. À une certaine méconnaissance s'ajoutaient des désaccords, pour partie hérités des périodes tsariste et soviétique. Si la perestroïka avait vu le rétablissement des relations sino-soviétiques et la relance de certains projets communs, telle la construction d'une voie ferrée reliant le Kazakhstan au Xinjiang, des litiges territoriaux persistaient sur environ 34 000 km², essentiellement situés au Tadjikistan¹¹. Les pays d'Asie centrale et la Chine ont donc dû régler des différends frontaliers hautement symboliques après les indépendances. Pour ce faire, ils ont engagé des négociations dès 1992. Ces dernières se sont conclues entre 1994 et 2010, d'abord avec le Kazakhstan, puis avec le Kirghizstan et le Tadjikistan, par des accords prévoyant le transfert de petites portions de territoire à la Chine. Bien que modestes, les modifications frontalières ont suscité un certain mécontentement en Asie centrale, en particulier parmi les milieux nationalistes. Mais elles ont surtout témoigné de la volonté des différents pays de s'accorder et de créer un climat de confiance permettant un approfondissement de leurs relations.

Parallèlement à la fixation des frontières, différentes coopérations économiques et politiques se sont en effet développées entre la Chine et l'Asie centrale, inscrites dans des formats bilatéraux ou régionaux. En particulier, les pays d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, ont participé à la création de l'OCS, qui a été fondée en 2001 avec la contribution de la Russie. Cette organisation s'est constituée avec pour objectifs de stimuler les coopérations interétatiques, de renforcer la stabilité régionale et de lutter contre le séparatisme et le terrorisme. À cette occasion, les États centre-asiatiques ont donc confirmé leur engagement dans la lutte contre les mouvements séparatistes et/ou islamistes ouïgours qui, depuis plusieurs décennies, apparaissent comme une menace majeure aux yeux des autorités de Pékin. Le pouvoir chinois craint notamment que les territoires des pays d'Asie centrale ne deviennent la base arrière des groupes armés, alors même que l'on compte plusieurs centaines de milliers de Ouïgours parmi les ressortissants centre-asiatiques. Selon les derniers recensements, ceux-ci seraient 224 000 au Kazakhstan, 48 000 au Kirghizstan et 20 000 en Ouzbékistan, pays qui, héritage soviétique, établissent une distinction entre la citoyenneté, qui se rapporte à l'identité civique, et la nationalité, liée à l'appartenance ethnique.

⁹ United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), 2014, *Afghanistan Opium Survey 2014 – Cultivation and Production*, 67 p.

¹⁰ Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, 2010, *op. cit.*

¹¹ Thierry Kellner, 2011, « Le règlement des questions frontalières entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *Relations internationales*, n° 145, p. 27-51.

Jusqu'à présent, l'activité de l'OCS s'est concentrée sur les questions de sécurité régionale, mais les problématiques économiques sont également à l'agenda de l'organisation. L'OCS travaille ainsi à la création d'une banque de développement, notamment susceptible de financer les projets de modernisation des corridors de transports régionaux. À une échelle plus large, les pays membres de l'OCS, au premier rang desquels la Russie et la Chine, souhaitent faire de l'OCS un instrument géopolitique à visée mondiale, dans la perspective de faire émerger un monde multipolaire. Dans ce cadre, l'OCS a accordé un statut d'observateur à l'Inde, au Pakistan et à l'Iran, qui pourraient prochainement devenir membres à part entière de l'organisation, mais également à la Mongolie et à l'Afghanistan. Envisageant de s'étendre vers le Sud, elle affiche l'ambition de renforcer la stabilité régionale, en prétendant contribuer au règlement du conflit afghan et, potentiellement, des différends impliquant la Chine, l'Inde et le Pakistan, et de proposer une alternative eurasiatique à la domination euro-atlantiste. Susceptible de rassembler près de trois milliards d'habitants, l'OCS entend par conséquent remodeler profondément les équilibres géopolitiques régionaux et mondiaux. Pourtant, par-delà ses discours, l'implication de cette organisation dans la résolution des tensions et des conflits affectant le continent asiatique est modeste, même si elle a rappelé en 2014 vouloir jouer un rôle majeur dans le développement futur de l'Afghanistan¹².

Les pays d'Asie centrale attachent une grande importance à leur participation à l'OCS, ainsi qu'en témoigne l'attention accordée à la tenue des sommets annuels rassemblant les présidents ou les Premiers ministres. Le sommet qui s'est tenu du 11 au 12 septembre 2014 au Tadjikistan s'est ainsi accompagné de l'inauguration de nouveaux bâtiments officiels à Douchanbe, la capitale, dans le cadre de la vaste opération de réaménagement du centre-ville entamée depuis une dizaine d'années. Leur coopération étroite avec les puissances chinoise et russe permet aux États, aux régimes et aux présidents d'asseoir leur légitimité internationale et nationale. Ce partenariat contribue également à les insérer dans les mécanismes de la mondialisation, à travers la sécurisation des voies orientale et septentrionale de désenclavement. Il limite en outre les rivalités entre la Russie et la Chine sur le terrain centre-asiatique et est ainsi perçu comme un vecteur de stabilité, notamment sur le plan politique. Les élections parlementaires tenues le 21 décembre 2014 en Ouzbékistan ont été ainsi qualifiées de « transparentes et démocratiques » par les observateurs de l'OCS, tandis que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) émettait de nombreuses réserves sur le déroulement du processus électoral.

Parallèlement à leur engagement dans l'OCS, les autorités centre-asiatiques veillent néanmoins à maintenir de bonnes relations avec les puissances occidentales. Sous la houlette du président Nursultan Nazarbaev, le Kazakhstan privilégie ainsi depuis son indépendance une approche multivectorielle des relations internationales. La récente visite de François Hollande à Astana et à Almaty répond pleinement à cette orientation prudente mais néanmoins ambitieuse, qui permet au Kazakhstan d'apparaître comme le principal interlocuteur centre-asiatique sur la scène internationale. Le pays fut d'ailleurs le premier État post-soviétique à assurer la présidence tournante de l'OSCE en 2010 et celle de l'Organisation de coopération islamique (OCI) en 2011-2012.

¹² Dans ce cadre, les pays de l'OCS semblent privilégier un soutien aux projets d'infrastructures, plutôt que des actions d'ampleur dans le domaine de la sécurité. Aucun pays ne s'est vraiment engagé à assurer un soutien ferme à l'armée afghane, à part d'éventuelles livraisons d'armes et, de la part de la Chine, des propositions de formations d'officiers et/ou de policiers.

2.2. Des relations asymétriques

Les questions politiques et géopolitiques ont, dans un premier temps, concentré l'attention des autorités centre-asiatiques et chinoises. Toutefois, depuis les années 2000, les échanges économiques, qui sont soutenus par des accords bilatéraux et multilatéraux et des investissements, connaissent un développement rapide, qui fait de la Chine l'un des principaux partenaires économiques des pays d'Asie centrale¹³. Selon les statistiques chinoises, la valeur des échanges entre la Chine et les pays d'Asie centrale a atteint 45 milliards de dollars en 2012, tandis qu'elle ne s'élevait qu'à 2 milliards de dollars en 2000. L'Asie centrale ne compte toutefois que pour 1 à 2 % du commerce extérieur chinois, tandis que la part de la Chine dans le commerce extérieur des pays centre-asiatiques est prépondérante. Officiellement, en 2013, les échanges avec la Chine ont ainsi représenté 12 % du commerce extérieur tadjikistanais, 17 % du commerce extérieur kazakhstanais, à égalité avec les échanges avec la Russie, et 23 % du commerce extérieur kirghizstanais. Or, une grande partie des échanges avec la Chine relève du commerce informel et n'est pas recensée par les administrations centre-asiatiques, de sorte que la géographie officielle des échanges, qui diffère pour partie de la distribution géographique réelle des flux commerciaux, tend à sous-estimer la place de la Chine.

Quoi qu'il en soit, les relations entre la Chine et l'Asie centrale sont profondément asymétriques, en raison de la puissance chinoise¹⁴. Schématiquement, les pays d'Asie centrale exportent des matières premières (hydrocarbures, métaux ferreux et non ferreux), tandis qu'ils importent des biens d'équipement et des biens de consommation (produits manufacturés, produits alimentaires, etc.). En raison de l'ampleur de ces échanges, la géographie des flux est désormais largement structurée en Asie centrale par la distribution des produits chinois importés, depuis les marchés de gros jusqu'aux bazars locaux, et par l'exportation des marchandises destinées à la Chine¹⁵. Une partie importante des investissements chinois, qu'ils soient réalisés par des institutions et des entreprises publiques ou par des entrepreneurs privés, porte d'ailleurs sur les réseaux de transport et les réseaux de commerce. Le financement et la construction d'un gazoduc reliant le Turkménistan à la Chine, via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, remodèle les réseaux d'exportation des hydrocarbures et révèle le statut acquis par la Chine dans la région. Inaugurée en décembre 2009, cette conduite longue de 1 800 km permet d'acheminer chaque année 30 milliards de m³ de gaz. D'autres infrastructures de transport ont été récemment édifiées pour soutenir les échanges : un oléoduc reliant les gisements de la Caspienne à la frontière sino-kazakhstanaise a été achevé en 2009 à l'initiative de Kazmunaigaz et de la China National Petroleum Corporation (CNPC) ; une seconde voie ferrée connectant le Kazakhstan et la Chine, qui passe par le poste-frontière de Khorgos, a été livrée en décembre 2012. La Chine a par ailleurs renouvelé en 2014 sa proposition de financer la réalisation de la future voie la reliant à l'Iran par l'Asie centrale et obtenu du Kirghizstan et du Tadjikistan un accord de principe pour limiter les ruptures de charge en adoptant l'écartement commun à la Chine et à l'Iran (1 435 mm).

¹³ Gaël Raballand, Agnès Andresy, 2007, "Why should trade between Central Asia and China continue to expand?", *Asia Europe Journal*, 5, p. 235-252.

¹⁴ La population de la Chine s'élève à 1,350 milliard d'habitants tandis que les pays d'Asie centrale abritent seulement 65 millions d'habitants ; selon le Fonds monétaire international, en 2013, le PIB chinois a atteint 16 150 milliards de dollars, contre 650 milliards de dollars pour l'ensemble des États centre-asiatiques, en parité de pouvoir d'achat.

¹⁵ Julien Thorez, 2008, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et 'mondialisation par le bas' », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n° 3, p. 167-189.

La présence chinoise en Asie centrale repose aussi sur des investissements dans l'industrie et, plus modestement, l'agriculture. Le secteur des hydrocarbures polarise les investissements chinois : la CNPC est ainsi présente au Turkménistan, en Ouzbékistan mais surtout au Kazakhstan, aussi bien engagée dans l'exploitation des champs pétroliers et gaziers, à travers ses investissements dans Aktobemunaigaz ou son rachat de Petrokazakhstan, que dans le transport des matières premières vers le marché chinois. Plus largement, la question des coopérations économiques et financières est maintenant au cœur des relations entre la Chine et l'Asie centrale, ce qui témoigne d'un approfondissement des coopérations régionales. De façon significative, elle fut l'objet d'importantes discussions, au cours de la réunion des Premiers ministres des pays membres de l'OCS tenue à Astana en décembre 2014. Pour le Kazakhstan et la Chine, cette rencontre fut aussi l'occasion, à travers leurs Premiers ministres, Karim Masimov et Li Keqiang, de signer des contrats d'une valeur de 14 milliards de dollars.

La présence croissante des acteurs économiques chinois suscite néanmoins quelques réactions de défiance au sein des sociétés centre-asiatiques. Des transporteurs et des commerçants émettent des critiques sur l'ouverture du marché centre-asiatique aux entrepreneurs chinois, alors que ces derniers sont très actifs dans les bazars de redistribution (Dordoï à Bichkek, Barakholka à Almaty, etc.) ; des mouvements politiques nationalistes s'inquiètent du « péril jaune » et de l'appropriation des richesses nationales par des étrangers. Malgré la visite remarquée du président chinois Xi Jinping à Douchanbe, à l'occasion du sommet de l'OCS, le Tadjikistan, qui connaît une émigration de travail de très grande ampleur, a ainsi décidé finalement de limiter la présence des travailleurs chinois en raison du mécontentement de la population. Cette décision n'empêche pas les entreprises chinoises de conserver une place essentielle au Tadjikistan, par exemple dans le secteur de la construction, mais elle est révélatrice de la sensibilité des populations centre-asiatiques sur le sujet¹⁶.

2.3. Une « nouvelle route de la soie » ?

L'essor des échanges continentaux, soutenu par un réseau de transport étendu et modernisé, nourrit des représentations ambitieuses de la place de l'Asie centrale dans l'espace géo-économique mondial. La région serait de nouveau un « pont entre l'Asie et l'Europe » tandis que seraient réactivées « les routes de la soie »¹⁷. En novembre 2014, les autorités de Pékin ont précisément annoncé leur intention d'abonder à hauteur de 40 milliards de dollars un fonds visant à financer la « nouvelle route de la soie », programme qui a pour ambition de renforcer la circulation transcontinentale et de limiter théoriquement la dépendance chinoise vis-à-vis des routes maritimes passant par le détroit de Malacca. De façon plus anecdotique, la circulation d'un train de marchandises entre Yiwu, ville proche de Shanghai, et Madrid, en novembre et décembre 2014, sur environ 13 000 km, à l'initiative d'une filiale de la Deutsch Bundesbahn (DB), a également fait l'objet d'un traitement médiatique remarqué. Si quelques services ferroviaires relient déjà l'Asie orientale à l'Europe orientale et centrale par le Kazakhstan, cet événement fut l'occasion de célébrer la place recouvrée de l'Asie centrale dans les échanges internationaux. Pourtant, par rapport à la voie maritime, la voie continentale demeure tout à fait marginale s'agissant des échanges à longue distance, en raison de ses handicaps techniques et économiques. Les contraintes du franchissement des frontières, même

¹⁶ La dénonciation de l'implication et des méthodes de l'entreprise chinoise Citic exploitant en partenariat avec Kazmunaigaz des gisements de l'ouest kazakhstanaï fut également présentée comme l'un des moteurs du mouvement social survenu dans la région de Zhanaozen en 2011. Ce mouvement fut réprimé le 16 décembre 2011, jour anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan.

¹⁷ Frederick Starr (ed.), 2007, *The New Silk Roads: Transport and Trade in Greater Central Asia*, Washington, CACI/SRSP, 514 p.

si l'Union douanière entre le Kazakhstan, la Russie et le Belarus limite ses effets, une capacité de transport moindre – les derniers porte-conteneurs peuvent transporter jusqu'à 19 000 EVP¹⁸ tandis que les convois ferroviaires voient leur capacité de transport limitée à quelques dizaines de conteneurs – et des coûts de transports plus élevés expliquent pourquoi la quasi-totalité de la circulation transcontinentale est assurée par la voie maritime. Dès lors, la « route de la soie » est un projet politique, une représentation géo-économique plutôt qu'un axe géographique d'importance.

Il est également important de noter que la croissance des échanges entre les pays d'Asie centrale et la République populaire de Chine s'opère principalement à une échelle régionale : en Chine, les échanges commerciaux impliquent majoritairement le Xinjiang, région qui, en retour, réalise la majorité de son commerce extérieur avec l'Asie centrale. À cet égard, les nouvelles circulations commerciales contribuent au façonnement d'une région « Asie intérieure », d'une vaste Asie centrale, en même temps que la frontière sino-kazakhstanaise est équipée de lieux de passage, de stockage et de commercialisation. Pour autant, cette recomposition des espaces régionaux ne s'inscrit qu'à la marge dans un schéma « turkestanais »¹⁹. Si les Ouïgours ont participé aux premiers échanges sino-centre-asiatiques dans les années 1990, ils sont aujourd'hui tout à fait minoritaires, tant les entreprises chinoises sont désormais possédées ou contrôlées par des investisseurs originaires de Chine orientale ou liées aux autorités régionales et nationales.

3. L'Asie centrale dans les turbulences du monde post-soviétique

La transition géopolitique post-soviétique a vu de nouveaux acteurs s'impliquer en Asie centrale, mais la Russie y conserve un statut spécifique, en raison du passé tsariste et soviétique de la région et aussi des dynamiques d'intégration régionale officielles et informelles qu'elle polarise aujourd'hui. Les pays centre-asiatiques maintiennent des relations étroites avec leur ancienne métropole, à l'exception relative du Turkménistan, quoique leur politique vis-à-vis de la Russie s'inscrive dans des démarches différentes, privilégiant une approche bilatérale ou multilatérale, des dynamiques de coopération ou d'intégration.

3.1. Autour de l'Union économique eurasiatique : l'Asie centrale face à l'intégration régionale

Après des années 1990 marquées par la prééminence des dynamiques de désintégration, les années 2000 et 2010 voient se structurer un ensemble régional eurasiatique, rappelant, en Asie centrale, les contours de l'espace soviétique²⁰. Son façonnement repose sur des mécanismes institutionnels et informels d'intégration régionale.

Plusieurs organisations supra-étatiques rassemblent la Russie et des pays centre-asiatiques, en particulier le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan : la Communauté des États indépendants (CEI), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), la Communauté

¹⁸ Long de 400 m et large de 59 m, le « CSCL Globe », entré en service en novembre 2014 pour la compagnie chinoise CSCL, a une capacité de transport théorique de 19 100 EVP (conteneur « équivalent vingt pieds ») et dépasse donc la série des « Triple E » de la compagnie danoise Maersk.

¹⁹ Julien Thorez, 2008, *op. cit.*

²⁰ Julien Thorez, 2014, "The Post-Soviet space between North and South: Discontinuities, Disparities and Migrations" in S. Hohmann, C. Mouradian, S. Serrano, J. Thorez (ed.), *Development in Central Asia and the Caucasus – Migration, Democratisation and Inequality in the Post-Soviet Era*, London-New York, I.B. Tauris, p. 215-241.

économique eurasiatique (CEEAA). Cette dynamique d'intégration régionale s'est nettement intensifiée en 2014, avec la décision de la Russie, du Kazakhstan et du Belarus de créer l'Union économique eurasiatique (UEE). Le 29 mai 2014, à Astana, Vladimir Poutine, Alexandre Loukachenko et N. Nazarbaev ont acté la fondation de cette union qui, sur la base d'accords précédents (Union douanière, Espace économique commun), marque un approfondissement certain des relations interétatiques, d'un point de vue politique, économique et symbolique. L'UEE prévoit la constitution d'une zone de libre-échange à partir de l'Union douanière ainsi que la mise en œuvre de politiques économiques concertées. Toutefois, le Kazakhstan a rappelé par la voix de son président qu'il était opposé à tout transfert de souveraineté politique, alors même que des critiques se sont élevées au Kazakhstan sur les effets négatifs supposés de l'UEE sur l'activité de certaines entreprises centre-asiatiques désormais soumises à la concurrence directe d'entreprises russes.

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, l'UEE a d'ores et déjà été intégrée par l'Arménie. De son côté, le Kirghizstan a officiellement fait part de son intention de la rejoindre, tandis que le Tadjikistan a exprimé son intérêt pour cette nouvelle organisation. Privilégiant les relations bilatérales, l'Ouzbékistan et le Turkménistan restent en marge de cette dynamique institutionnelle. Toutefois, à l'occasion de la venue de Vladimir Poutine à Tachkent, en décembre 2014, le président ouzbékistanais Islam Karimov a déclaré étudier la possibilité de signer un accord de libre-échange avec l'UEE, en même temps que le président russe a annoncé l'annulation d'une dette ouzbékistanaise de plus de 800 millions de dollars. Les projets d'intégration régionale soutenus par les autorités russes ne rencontrent donc pas en Asie centrale les mêmes réserves que sur leurs frontières caucasiennes et européennes – la frontière russo-kazakhstanaise, qui, avec 6 846 km, est la plus longue dyade continentale, est un lieu de coopération plutôt que de tension. Il est vrai que, dès les années 1990, N. Nazarbaev avait été le premier responsable politique à suggérer la création de cette union, en s'inspirant de la Communauté économique européenne (CEE) – son fonctionnement s'appuie ainsi sur des commissions supranationales calquées sur l'organisation européenne²¹.

Toutefois, en tant que projet d'intégration régionale, l'UEE, qui fut accueillie avec réserve par les puissances occidentales, s'affiche comme un projet concurrent de celui de l'Union européenne (UE). Les crispations internationales autour des événements survenus en Ukraine depuis l'automne 2013 naissent largement de cette confrontation géopolitique entre un ensemble eurasiatique dominé par une Russie animée par des visées impérialistes et un ensemble euro-atlantiste expansionniste. Dans ce contexte, les États d'Asie centrale ont adopté une attitude prudente, souhaitant préserver leurs relations avec la Russie comme avec les pays occidentaux. Attachés à la notion d'intégrité territoriale, ils n'ont pas officiellement reconnu le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie. Mais, le 27 mars 2014, lors du vote à l'Assemblée générale de l'ONU de la résolution dénonçant l'annexion de la Crimée par la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan se sont abstenus, tandis que le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan n'ont pas pris part au vote. Par ailleurs, les États d'Asie centrale rappellent régulièrement la nécessité, pour la communauté internationale et les puissances occidentales, de prendre en compte le rôle et les intérêts de la Russie dans leur politique est-européenne – c'est d'ailleurs au retour d'une visite officielle au Kazakhstan que F. Hollande a ajouté à son agenda une rencontre avec V. Poutine à Moscou, le 6 décembre 2014.

²¹ Bulat Sultanov (ed.), 2014, *Evrasijskij èkonomičeskij soûz : ot idei k realizacii* [L'Union économique eurasiatique : de l'idée à la réalisation], Almaty, KISI, 160 p.

Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine orientale, les principaux chefs d'État centre-asiatiques ont réaffirmé leur engagement pour la paix. Le Kazakhstan a ainsi pris l'initiative de proposer d'organiser en 2015 une réunion pour relancer les négociations entre les différentes parties impliquées directement ou indirectement dans le conflit, en invitant Petro Porochenko, V. Poutine, Angela Merkel et F. Hollande à Astana. Cette proposition succède à la visite de N. Nazarbaev à Kiev, en décembre 2014, où celui-ci a non seulement proposé de vendre du charbon à l'Ukraine pour compenser le déficit énergétique auquel fait face le pays depuis le déclenchement des hostilités mais a également rappelé la proximité géopolitique des deux pays. Ces déclarations n'empêchent pas le Kazakhstan d'entretenir des relations très étroites avec la Russie – comme tous les ans, les présidents kazakhstaniens et russe se sont rencontrés à de nombreuses reprises en 2014, dont une dizaine de fois pour des entretiens bilatéraux. La recherche d'un compromis en Ukraine permet en revanche au Kazakhstan de s'imposer comme une puissance régionale et à N. Nazarbaev, qui met en avant son expérience et sa « sagesse d'aîné », d'affirmer son rôle sur la scène politique eurasiatique.

3.2. L'intégration par le bas : migrations et dépendances postcoloniales

Parallèlement aux dynamiques institutionnelles, les échanges entre l'Asie centrale et la Russie contribuent à structurer une entité géographique cohérente, de sorte que l'intégration régionale repose aussi sur des processus et des acteurs dont les stratégies échappent pour partie au contrôle étatique²². En particulier, l'apparition et l'essor des migrations de travail entre le Tadjikistan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et la Russie, qui s'accompagnent d'une extension de l'offre de transport, façonnent un ensemble régional polarisé par l'ancienne métropole, en raison de l'ampleur des flux. Selon les données du service fédéral des migrations, les migrants d'Asie centrale sont aujourd'hui plusieurs millions en Russie : plus de 2,3 millions originaires d'Ouzbékistan, plus d'un million du Tadjikistan, près de 600 000 du Kirghizstan. Cette mobilité inédite bouleverse les sociétés centre-asiatiques²³. Elle modifie également les équilibres régionaux en introduisant de nouvelles formes de dépendance entre la Russie et les populations centre-asiatiques : chaque année, quelque 10 milliards de dollars sont transférés par des personnes privées depuis la Russie vers l'Asie centrale, où cet argent joue désormais un rôle essentiel dans l'économie domestique. Au Tadjikistan, les remises de fonds des migrants représentent la moitié du PIB. Dans le même temps, les travailleurs migrants centre-asiatiques ont été des acteurs du redressement économique de la Russie dans les années 2000, alors même que le pays connaît une stagnation démographique et un déficit de main-d'œuvre.

La circulation des travailleurs migrants est donc un phénomène économique et social majeur en Asie centrale, où le Kazakhstan accueille également des travailleurs ouzbékistans et kirghizstaniens, et en Russie. Cette mobilité, qui s'inscrit dans un schéma postcolonial classique, structure aussi une géopolitique par le bas, qui participe à la proximité politique des pays d'Asie centrale et de la Russie.

4. Conclusion

À la différence de leur environnement régional, les pays centre-asiatiques n'ont pas connu de bouleversements politiques ou géopolitiques au cours de l'année 2014. Les régimes présidentiels font valoir leur stabilité au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au

²² Julien Thorez, 2014, *op. cit.*

²³ Marlène Laruelle (dir.), 2010, *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Pétra, 320 p.

Turkménistan, tandis que le Kirghizstan, qui a vu les présidents Askar Akaev et Kurmanbek Bakiev être respectivement renversés en 2005 et en 2010, semble traverser une phase de normalisation, sous la houlette d'Almazbek Atambaev. À moyen terme, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan connaîtront néanmoins un profond renouvellement du personnel politique, marqué par l'effacement des cadres produits par le système soviétique, alors que N. Nazarbaev et I. Karimov dirigent leur pays depuis la fin de la perestroïka. Plus largement, des changements naîtront certainement de l'affirmation des générations apparues et formées après les indépendances dans le cadre d'États-nations-territoires assumant pour partie leur héritage soviétique mais revendiquant leur appartenance au monde turco-iranien et au monde musulman.